l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
22 février 1977

No 630

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

URSS, RDA, Pologne, Tchécoslovaquie

LE SOCIAL-FASCISME RUSSE EN DIFFICULTE

Editorial

Tensions, «contestation», «dissidence», des mots qui reviennent de plus en plus souvent quand on parle de la situation en URSS et dans les pays de l'Est que les révisionnistes soviétiques contrôlent. Il ne se passe plus de jour sans que des échos ne parviennent sur l'opposition multiforme des peuples de ces pays à la dictature fasciste de Brejnev et de sa clique. Le mouvement est si profond que le chef de file des impérialistes américains a vu le parti qu'il pouvait tirer de la situation dans le cadre de la rivalité pour l'hégémonie mondiale avec le social-impérialisme soviétique. Une lettre adressée par Carter à un «dissident» soviétique a été publiée le 18 février, ce qui a suscité un vif mécontentement des révisionnistes russes qui n'aiment pas entendre parler de «droits de l'homme» dans leur sphère de domination.

En vérité Carter se moque des «droits de l'homme», bien sûr, autant que des droits des peuples. Les impérialistes américains ont beaucoup de sang sur les mains pour ne parler que des crimes innommables qu'ils ont commis au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Indonésie, au Chili. De plus, est-ce que les impérialistes américains n'ont-ils pas signé les accords munichois d'Helsinki qui spolient les peuples de l'Europe de l'Est et désarment les peuples de l'Europe de l'Ouest. En vérité, Carter comme Brejnev se moquent du «droit des peuples, du droit des nations et des droits de l'homme», ils ne connaissent que les «droits de la marchandise et de la chair à canon».

L'un et l'autre sont en mauvaise posture face aux peuples du monde ; l'un et l'autre craignent les masses populaires.

(Suite page 2)

En URSS, en Pologne, en République démocratique allemande, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, une grande campagne de répression est en cours pour tenter d'étouffer l'extension de l'opposition au régime fasciste des révisionnistes soviétiques : tortures, brimades, intimidations, tout est bon à la police politique omniprésente pour contraindre la population au silence.

En Pologne, les ouvriers d'Ursus et les intellectuels qui ont participé à leur soutien continuent d'être persécutés pour s'être dressés contre les hausses de prix et la dictature du parti révisionniste à la botte de Moscou.

En URSS, après l'exécution récente de deux travailleurs de nationalité géorgienne coupables d'avoir participé à une révolte populaire contre l'État social-fasciste, de nouvelles mesures sont prises chaque jour notamment ces derniers jours contre des personnes qui militaient pour un respect des droits démocratiques.

En Tchécoslovaquie occupée et «normalisée», la Charte 77 continue d'être la bête noire des autorités de kollaboration ; des révélations viennent d'ailleurs d'être faites par un quotidien suédois qui indique :

«230 des 241 signataires de la Charte 77, qui ont publié leur nom, ont subi à plusieurs reprises des interrogatoires dans les locaux de la police tchécoslovaque.

Les principaux porte-parole de la Charte 77 sont toujours incarcérés.

Par ailleurs, les contacts avec les détenus sont très restreints : les avocats de la défense sont rarement présents lors des enquêtes et n'ont pas connaissance des dossiers d'accusation.

La police tchécoslovaque a effectué 50 perquisitions et a mis la main sur du matériel d'imprimerie, des machines à écrire, et des lettres manuscrites. D'autre part, la police a également effectué des perquisitions sur les lieux de travail de différentes personnes, notamment celui de l'écrivain Karol Sidon, détenu illégalement pendant plus de 4 jours, et qui a ensuite reçu la proposition du procureur d'émigrer en Israël. Mme Jellena Masimova, épouse de l'écrivain Pavel Kohout, a été gravement blessée au cours de son arrestation le 10 janvier dernier et a dû subir une opération du ménisque.

La psychologue Ivana Simkova a été transportée à l'hôpital de Ceska Lipa (90 kms du lieu de sa résidence) à la suite d'une fausse couche. Malgré un certificat de son médecin précisant qu'elle ne pouvait pas reprendre son travail, elle a été obligée par un médecin de l'hôpital, le docteur Broz, de se rendre immédiatement à son emploi pour y apprendre son renvoi. Le quotidien cite encore d'autres cas semblables concernant des signataires de la Charte 77.»

(Suite p. 2)

Rome

40 000 ETUDIANTS DANS LA RUE

Les révisionnistes italiens démasqués essaient d'échapper aux coups des manifestants.

40 000 étudiants environ ont défilé samedi en fin d'après-midi dans les principales rues de Rome pour protester contre le projet de loi sur la réforme universitaire et contre les «partis de l'abstention» qui soutiennent le gouvernement italien.

La manifestation a duré près de trois heures. Les principales banderoles déployées par les étudiants dénonçaient le parti révisionniste italien (le PCI) et la CGIL (la CGT italienne).

Le secrétaire général de la CGIL, Luciano Lama, avait été accueilli à coup de pierres jeudi dernier sur le campus des universités de Rome alors qu'il tentait de s'adresser aux étudiants.

Affolée par l'ampleur du mouvement, la direction du PCI qui s'était d'abord opposée au mouvement en lui reprochant de *«ne pas avoir de perspectives et de ne pas offrir de solutions»* a appelé le parti à *«se livrer à une sévère autocritique sur les erreurs et les incertitudes qui ont été commises»*.

En fait il s'agit pour le PCI d'une nouvelle tactique destinée à isoler les forces révolutionnaires marxistes-léninistes. D'ailleurs le document de la direction du PCI dénonce les groupes qui ont provoqué les incidents au cours desquels Lama a été pris à partie et parle du «caractère alarmant» de la violence. Cette ruse du PCI est la preuve d'une excellente situation pour le mouvement étudiant italien.

(Voir page 2 l'attitude des trotskistes)

Nucléaire

Manifestations contre les projets d'EDF

A Morestel, c'est 2 000 personnes qui ont participé aux assises contre «Super-Phénix», la supercentrale nucléaire de Malville. Une nouvelle stratégie de lutte a été définie par les participants. L'assemblée de Morestel a décidé de lancer dès lundi une campagne d'autoréduction de 15 % des factures d'électricité afin de «gripper les rouages administratifs de l'EDF». D'autre part les militants antinucléaires souhaitent passer à l'action dès lundi matin 5 heures. Ils ont annoncé qu'ils bloqueraient l'entrée du chantier de la centrale de Creys-Malville pour empêcher la poursuite des travaux et l'achemeinement des matériaux nécessaires à la construction de la centrale nucléaire. Enfin, le 30 juillet prochain la coordination Rhônes-Alpes des comités anti-Malville organisera un grand rassemblement de lutte contre Superphénix.

En Alsace la mobilisation contre les projets se développe. A Roggenhouse, dans le sud de l'Alsace, sept personnes observaient dimanche leur onzième jour de grève de la faim. A Gerstheim (Bas-Rhin) les habitants occupent toujours un terrain appartenant à l'EDF et s'opposent au balisage d'une tour météorologique. La municipalité a clairement manifesté son refus d'une centrale nucléaire. Les grévistes de la faim sont soutenus par des centaines de personnes qui leur ont fait parvenir des messages de solidarité. Ils exigent que des garanties élémentaires soient prises avant la construction de la première divergence de la centrale de Fesenheim, prévue pour la semaine prochaine. Ils demandent que l'on divulgue intégralement les dispositions du plan Orsec-radiations, que l'on consulte la population concernée par ce plan, que l'on organise des exercices d'alerte et que l'on constitue une commission de contrôle neutre. Samedi et dimanche de nombreuses manifestations de solidarité aux jeûneurs de Roggenhouse se sont déroulées en Allemagne, en Suisse, en Alsace, à Lyon et à Dijon. Elles ont pris la forme de jeûnes collectifs, de distributions de tracts ou de sit-in. A Gerstheim s'est tenu un rassemblement avec la présence du chanteur alsacien Roger Siffert. Gerstheim était aussi le lieu de rendez-vous de nombreux Suisses et Allemands confrontés à des problèmes analogues avec les centrales de Kaiseraugst et de Whyl.

le monde en marche

Dialogue euro-arabe

DES ECHANGES FRUCTUEUX

En dépit des pressions diverses de Washington et de Moscou qui s'irritent de son développement, le «dialogue euro-arabe» se consolide.

Soucieux de diversifier leurs relations économiques et commerciales et d'échapper aux filets dans lesquels les deux superpuissances entendent les enserrer, les pays arabes se tournent de plus en plus vers les pays occidentaux de la CEE dont ils sont devenus le premier partenaire commercial devant les USA.

En 1970, les États-Unis occupaient 20,7 % des importations et 16,7 % des exportations de la CEE. En 1975, ces chiffres ont été ramenés respectivement à 16,4 et 10,9 %.

Pendant la même période, la part des exportations des pays de la CEE vers les pays arabes est passée de 6,2 % à 12,6 %, celle des importations de 13,6 à 20 %.

Ces chiffres expliquent l'importance de la deuxième session du dialogue euro-arabe qui vient de s'achever à Tunis. Les États membres de la Ligue arabe y étaient tous présents ainsi que — et c'est là un fait très important — un représentant de l'OLP. On sait que cette participation de l'OLP avait été l'objet d'une lutte des pays arabes contre les pays de la CEE qui ont fini par s'incliner.

Cette rencontre, au-delà de ses aspects économiques, revêt une très grande importance politique. Elle est une manifestation concrète du Front uni mondial qui s'édifie contre les prétentions hégémoniques des deux superpuissances et les menaces militaires qu'elles font peser sur le monde entier, et particulièrement sur l'Europe et son flanc méridional.

Le ministre tunisien des Affaires étrangères a souligné cette dimension dans son discours d'ouverture, en affirmant que les pays arabes et ceux de la Communauté européenne font face au même danger, dans la situation actuelle, soulignant : «La sécurité de chacune des deux régions est, à notre point de vue, liée à la sécurité de l'autre.»

Au cours de cette session, pays arabes et européens ont échangé leurs points de vue sur tous les aspects du dialogue engagé, et en particulier sur les problèmes politiques.

Le communiqué final qu'ils ont rendu public déclare :

«Les deux parties ont exprimé leur vive préoccupation concernant la sécurité au Proche-Orient et les implications de celle-ci sur la sécurité de l'Europe et du monde.»

«Les deux parties ont réaffirmé qu'une solution au problème de la Palestine, fondé sur la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, constituait un facteur essentiel pour la conclusion d'une paix juste et durable.»

La partie européenne a réaffirmé la préoccupation que causait aux neuf la poursuite de l'occupation par Israël de territoires arabes depuis 1967.»

Cette session a également examiné et décidé des principes et des mesures en ce qui concerne le commerce et la coopération culturelle.

Amérique latine

L'URSS AU PIED DU MUR

A la veille du dixième anniversaire de la signature du traité pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (traité de Tlatelolco), Hector Gros Espiell, secrétaire général de l'Organisation pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, a prononcé un discours demandant une fois de plus à l'Union soviétique de signer le plus tôt possible le protocole additionnel No 2 à ce traité.

«Je pense, a-t-il déclaré, qu'il est regrettable que l'Union soviétique n'ait pas encore signé le protocole additionnel No 2»... «Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, seule, elle n'a pas encore rempli, sous forme de traité, ses devoirs stipulés par les chartes d'une Amérique latine dénucléarisée.»

Le secrétaire général a réfuté l'Union soviétique qui avait refusé de signer le protocole additionnel No 2 de ce traité sous prétexte que la prohibition du transit des armes nucléaires n'y était pas définie en termes explicites. «En tant que pays signataires du traité de Tlatelolco, les pays latino-américains insisteront aussi longtemps qu'il sera nécessaire, sur le devoir de l'Union soviétique de signer et ratifier ce protocole additionnel, puisque la raison et la justice sont de notre côté», a-t-il souligné.

Une nouvelle fois, les paroles de «détente», de «paix», de «désarmement général» si abondamment prodiguées par l'URSS apparaissent-elles donc pour ce qu'elles sont réellement : des mensonges purs et simples qui cachent de plus en plus mal ses ambitions.

Italie

KRIVINE AU SECOURS DE BERLINGUER

Jeudi de violents affrontements opposaient les étudiants occupant l'université de Rome au révisionniste Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, qui prétendait tenir un meeting les appelant à cesser leur lutte pour ne pas mettre en danger le «plan Andreotti» (équivalent italien du plan Barre).

Vendredi le PCI obtenait réparation du gouvernement qui expédiait ses forces de police pour investir les campus universitaires et en expulser les étudiants. On peut parier sans se tromper que le parti de Berlinguer reconnaissant applaudira des deux mains les nouvelles mesures de répression décidées par le gouvernement Andreotti et qui visent particulièrement «les partis clandestins» qui s'opposent à sa politique et à celle de ses compères révisionnistes.

Il est à noter que l'organe trotskiste «Rouge», en publiant la photo ci-dessus qui marque la détermination des étudiants à chasser les révisionnistes retranchés derrière le camion d'où ils prétendaient les haranguer, vole au secours de ces derniers. Sous le titre «Quand des étudiants italiens se trompent de cible», il commente avec une vertueuse indignation : «La confusion politique régnant dans les mobilisations étudiantes en cours est encore une fois apparue. Au lieu de mener le débat politique contre l'orientation de collaboration de classe des réformistes, des actions de ce type ne relèvent que d'une réaction désespérée e d'impuissance.»

Il n'y a qu'eux pour voir «confusion» là où il y a parfaite clarté et «erreur de cible» quand les étudiants italiens font la démonstration qu'ils ont parfaitement compris que le révisionnisme est l'ennemi implacable de leurs luttes révolutionnaires.

Voilà de quoi faire réfléchir tous les étudiants révolutionnaires et aussi les travailleurs auprès de qui la Ligue de Krivine aurait encore quelque influence sur le véritable rôle de laquais et de rabatteurs du révisionnisme et de la bourgeoisie de gauche que jouent les trotskistes dans le monde d'aujourd'hui.

URSS, RDA, Pologne, Tchécoslovaquie

LE SOCIAL-FASCISME RUSSE EN DIFFICULTE

Suite de la p. 1.

Par ailleurs, le gouvernement tchécoslovaque a, ces trois dernières semaines, demandé aux signataires de faire amende honorable et de renier la Charte 77. Ces propositions ont été suivies de menaces mais également de promesses d'un meilleur travail.

Le quotidien termine son document en rappelant que la fille d'un des signataires a été obligée de condamner publiquement son père à la télévision, tandis que le docteur Jan Urben, fils de l'ancien ambassadeur tchécoslovaque à Helsinki, a été renvoyé parce qu'il refusait de signer une pétition condamnant la Charte 77. Le journal mentionne également la distribution de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires de la Charte 77 depuis le 1er janvier dernier en Tchécoslovaquie.

D'autre part, l'écho de ces manifestations de résistance à la dictature révisionniste continue d'être important dans le monde entier de telle sorte que des responsables révisionnistes se sentent obligés de prendre position. Ainsi pour le PCF, Kanapa a-t-il désapprouvé ce qu'il est difficile d'approuver mais pour aussitôt recommander la politique illusoire de la «détente» face à l'URSS de Brejnev.

Certains partis révisionnistes peu influents n'ont quant à eux pas de souci de popularité ; ainsi le PC luxembourgeois a-t-il condamné sans appel la contestation dans les pays de l'Est, dans une résolution commune signée avec le PC tchécoslovaque vendredi à Prague.

Suite de l'editorial

Suite de la p. 1

Ce n'est pas un hasard si la clique Brejnev se donne tant de mal pour discréditer l'opposition et la révolte contre sa dictature : en organisant un attentat dans le métro de Moscou, le KGB visait à faire passer les opposants pour des terroristes aveugles, mettant en avant la campagne des impérialistes occidentaux, l'agence Tass veut discréditer toute «dissidence» et l'assimiler à une activité pro-américaine.

C'est pourquoi le tapage des uns et des autres ne peut et ne doit pas cacher la vérité : il y a dans les pays soumis à la botte des révisionnistes russes une opposition massive et profonde à l'exploitation et à l'oppression social-fasciste : celle-ci éclate épisodiquement au cours de grèves et manifestations sévèrement réprimées comme en Pologne ou en Ukraine, Géorgie, etc.

Les intellectuels contestataires représentent une composante et un reflet d'un mouvement dont les forces fondamentales sont constituées par les ouvriers et les paysans. Les aspirations à la lutte contre le social-fascisme et à la démocratie doivent être soutenues ; elles font partie des objectifs des authentiques communistes soviétiques fidèles à l'idéal prolétarien qui affrontent répression et persécutions pour restaurer la dictature du prolétariat, c'est-à-dire un pouvoir des masses populaires contre tous les exploitants issus de l'ancienne comme de la nouvelle bourgeoisie.

La dictature fasciste des révisionnistes soviétiques est la preuve par la négative de la nécessité absolue de restaurer la dictature du prolétariat seule capable comme on le voit en Chine de préserver et de développer la démocratie pour les masses et la marche vers le communisme.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle

- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 85

nouvelles intérieures

Il nous intente un procès le 21 février

QUI EST LE PEN ?

LE CHEF D'UNE ORGANISATION FASCISTE (4)

Créé en octobre 1972, avec pour président Le Pen, en vue des élections législatives de mars 1973, le Front national regroupe dès sa naissance le mouvement néo-nazi «Ordre nouveau» ainsi que d'autres organisations et individus de cet acabit. Il s'agit pour le Front national de servir de couverture électorale aux activités terroristes des fascistes. Cette tactique a été celle des grands frères italiens de ces messieurs. Là-bas, les néo-fascistes se sont regroupés dans le MSI qui se veut «démocratique» (mais oui !) et présentable. Le Front national a bénéficié des conseils des héritiers de Mussolini, à tel point qu'il va jusqu'à prendre le même sigle que le MSI.

Dès la naissance du Front national on trouve donc, aux côtés de Le Pen, à la tête du nouveau mouvement toute une broche tte de dirigeants d'Ordre nouveau. A de nombreuses reprises, ceux-ci ont montré leurs étroites relations avec les néo-nazis allemands, les phalangistes espagnols, les fascistes grecs, la PIDE portugaise, etc.

Mais comme dirait Le Pen, le Front national n'est surtout pas une organisation néo-nazie.

Dissous en juin 1973, suite à une importante mobilisation antifasciste contre l'un de ses meetings racistes, Ordre nouveau trouve dans le Front national une couverture lui permettant de poursuivre ses activités sous l'œil bienveillant du gouvernement. Jusqu'au moment où, à la fin de 1973, il quittera officiellement le Front national pour créer le PFN. Quels sont les thèmes de la propagande développée par le groupuscule de Le Pen de 72 à aujourd'hui ?

D'abord, le racisme. C'est ainsi que d'après l'édition du «Monde» en date du 2/1 74, les responsables régionaux de l'Eure du Front national ont transmis à différents journaux régionaux un texte provocateur qu'ils ont voulu faire passer pour un tract de l'Amicale des Algériens en Europe. Celle-ci devait immédiatement réagir à cette provocation raciste en la dénonçant. Ce tract contenait des déclarations du genre : «Frères algériens, nous qui avons conquis la France jusqu'à Dunkerque, regroupons-nous... Après tout, nous avons gagné la guerre et nous avons le droit de prendre des Françaises.»

Cette provocation eut aussitôt les effets recherchés. Immédiatement, les anciens combattants d'Afrique du Nord faisaient paraitre un communiqué dans la presse, demandant au gouvernement de *«prendre des mesures contre les étrangers qui ne savent pas respecter le pays qui leur permet de gagner leur vie»*.

De telles provocations alimentent la campagne du Front national contre «l'immigration sauvage» dont son chefaillon parlait en ces termes dans l'édition d'un journal d'Amaury, «Carrefour» du 21/2/73 : *«Nous ne voyons pas sans inquiétude un nombre illimité d'étrangers entrer en France sans aucun contrôle»*. Il ajoutait que c'était là une *«question excessivement grave qui touche tout à la fois à la défense nationale, à l'équilibre moral, social, à la santé publique... la sagesse consiste à réclamer que l'immigration des travailleurs soit entourée de précautions légales et qu'en particulier ne soit plus tolérée la véritable exportation systématique faite par certains pays comme l'Algérie, de malades lesquels viennent en France profiter de la Sécurité sociale»*.

1973 : cette année-là, de nombreux travailleurs immigrés tombèrent sous les coups de tueurs racistes.

Raciste, la propagande du Front national repose également sur l'apologie des régimes fascistes. Lors de la mort de Franco, Le Pen déclarait : *«Le général Franco était l'un des hommes d'État les plus remarquables du monde»*.

En septembre 1973, lors du putsch fasciste au Chili, au cours d'une conférence de presse, cette miniature de Franco indiquait que le Front national transmettait son appui à Pinochet. Concernant la France, il envisageait également une situation où *«les forces armées auraient non seulement le droit, mais le devoir de rétablir un ordre salvateur»*.

Echo de la campagne municipale à Pantin

PETITE HISTOIRE D'UN ARGUMENT ELECTORAL

Dans un tract diffusé massivement dans les boites aux lettres du quartier de la mairie, la municipalité PCF de Pantin (Seine-St-Denis) se vante d'avoir défendu les conditions de vie des habitants en faisant annuler le projet de construction d'une centrale à béton sur le bord du canal. Effectivement, cette centrale aurait beaucoup gêné la population par le bruit et la poussière.

Seulement voilà : la municipalité a «légèrement» déformé les faits. C'est elle qui avait demandé la construction de la centrale à béton à Pantin sans consulter la population. Projet très intéressant pour les impôts locaux, bien que la justification officielle soit la création d'emplois nouveaux sur la ville (moins de 10 personnes, tout étant automatisé).

Aussitôt le projet connu, une pétition (*) a circulé dans le quartier pour en réclamer l'annulation. Lors d'une première entrevue la mairie déclara qu'il était trop tard, le permis de construire étant déjà accordé. Mais plus tard, au vu des 500 signatures de la pétition, elle changea d'attitude... Et c'est pourquoi aujourd'hui, à la veille des municipales, la mairie nous parle «de son action résolue qui a abouti à annuler la centrale à béton pour défendre le cadre de vie des habitants.»

Correspondant HR

(*) Al'initiative de l'Association de résidents «Vivre à Pantin».

DES ESPACES VERTS ... POUR LE REPOS ETERNEL

Fernand Lainat, maire PCF de Pantin, a un sens de l'humour assez particulier. Au cours d'une réunion sur le POS (Plan d'occupation des sols) de la ville, il sortit ses chiffres pour montrer que les espaces verts publics, mis par la municipalité à la disposition de la population pour les promenades, les jeux des enfants, etc., représentaient un pourcentage correct de la surface totale de la commune. Pourtant, chacun sait à Pantin que la ville détient le record de la région pour le manque d'espaces verts. Très étonnée, une personne demanda au maire ce que pouvait bien recouvrir son pourcentage, pour en arriver à un chiffre pareil. Un peu gêné, il expliqua : «Eh bien, il y a le cimetière,. C'est un peu particulier évidemment mais, après tout, c'est bien un espace vert.» (Il s'agit d'un cimetière parisien qui couvre plusieurs dizaines d'hectares.)

Très drôle, comme on le voit. Cet humour est certainement fort apprécié des dirigeants du PCF en quête de «statistiques» prouvant la bonne gestion de leurs municipalités, surtout en ce moment. Mais il est probable que les travailleurs qui habitent Pantin apprécient beaucoup moins. Promener ses enfants entre les tombes, ce n'est pas l'idéal, même dans un cimetière «démocratique».

Correspondant HR

Kanapa au club de la presse d'europe 1

L'APOTRE DE LA DETENTE

Kanapa, Saint Jean Bouche d'or, invité du «Club de la presse» d'Europe 1, dimanche soir, a souligné la nécessité de la détente, nécessaire à ses yeux «non pas parce qu'elle assure le progrès du communisme», mais «parce que la détente signifie la paix et que la paix, mon Dieu, c'est un bien irremplaçable pour les peuples».

Kanapa n'ignorait certainement pas qu'un espion soviétique venait d'être expulsé de France. Kanapa n'ignorait pas que ceux qui menacent le plus dangereusement la détente, ce sont les Russes et leurs bateaux qui multiplient les provocations contre les pêcheurs de la Communauté européenne.

Plus les sociaux-impérialistes russes renforcent leur agressivité et leurs préparatifs de guerre, plus Kanapa parle de détente.

Bethune

LOCKOUTES LES OUVRIERS D'UNE USINE OCCUPENT LES LOCAUX

En grève depuis le 24 janvier, le personnel de l'usine «Benoto» (Bennes mécaniques – 361 salariés) à Béthune (Pas-de-Calais) a décidé vendredi d'occuper les locaux à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO après avoir trouvé porte close à l'heure d'ouverture.

Les grévistes de «Benoto» réclament une prime annuelle et le «respect de la convention collective». Ils refusent également le projet de la direction de supprimer 90 emplois.

Aux Sables d'Olonne

Meeting de soutien aux basques

300 personnes environ ont assisté aux Sables-d'Olonne (Vendée) à un meeting de soutien aux Basques organisé par le comité vendéen de soutien aux assignés à résidence à l'Ile d'Yeu. Cette manifestation a été maintenue malgré la levée, vendredi, de l'assignation à résidence de 12 Basques de l'île. Orateurs et chanteurs se sont succédés à la tribune durant toute la journée. L'avocat des anciens assignés a souligné qu'il restait à faire lever la clause de non-résidence dans les 5 départements frontaliers, qui fait partie des conditions que les 12 Basques ont dû accepter pour pouvoir quitter l'île.

Marseille : Deferre présente ses listes municipales

LES REVISIONNISTES LAZZARINO ET BIAGINNI FOUS DE RAGE

D'après «Le Provençal» Defferre présentera jeudi soir ses listes «Union pour Marseille». L'annonce de la présentation des listes de Defferre a suscité dimanche soir une réaction du comité de ville de Marseille du PCF qui, dans un communiqué signé de Biaggini, secrétaire du comité de ville, qualifie cette décision de «très grave» : «En annonçant la présentation de ses listes, la fédération socialiste donne un tour irréversible à son refus de réaliser des listes d'Union de la gauche à Marseille» déclare Biaggini. Voilà une occasion de plus pour le PS de démontrer qu'il tient la dragée haute au PCF. Le PS entend démontrer qu'il est capable de gouverner avec des représentants de la clique de Marchais tout en tenant fermement la laisse passée à leur cou.

Une histoire de ballon de Joris Ivens

LE «CESAR» DU MEILLEUR COURT METRAGE

C'est pour «Une histoire de ballon au lycée 33 de Pékin» que Joris Ivens a reçu le César du meilleur court métragedocumentaire.

Ce documententaire fait partie de la série de films intitulée «Comment Yukong déplaça les montagnes», tournée en République Populaire de Chine en 1973 et 1974. Il montrecomment, sous la dictature du prolétariat, les contradictions au sein du peuple sont résolues par la discussion collective, la critique et l'autocritique.

«Comment Yukong déplaça les montagnes», a été projeté récemment en Chine et a été honoré par le Parti communiste et le peuple chinois.

Joris Ivens se voit honoré d'une nouvelle distinction, en France ce coup-ci, pour ses films qui ont contribué à renforcer l'amitié avec la Chine socialiste.

CAMPAGNE DE SOUTIEN

Parce que je soutiens l'Humanité rouge dans sa lutte contre le fasciste Le Pen et la répression bourgeoise, je verse ..... F de souscription.
LOCALITE .....
PROFESSION .....

A découper et à envoyer avec la souscription à l'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 3022672
La Source

Foyers Sonacotra

MALGRE LES PRESSIONS DE TOUTES SORTES, LA LUTTE CONTINUE

Les pressions de toutes sortes continuent de se multiplier contre les travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA en grève des loyers : saisies-arrêt et tribunaux, pressions de type policières, disparitions suspectes, etc.

Face à cette série d'actes de répression, il faut que continue de se développer une véritable chaine de solidarité autour de nos frères immigrés en lutte pour la reconnaissance de leurs droits les plus fondamentaux.

Le bulletin d'information No 8 du Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève donne de précieuses indications en ce sens.

Des employeurs, le Printemps par exemple, de certains résidents qui ont fait l'objet de saisies-arrêt pratiquent des retenues sur salaires au-delà des tarifs légaux, sur la part insaisissable du salaire (notamment sur le 13e mois et les primes). D'autres comme Citroën, font des saisies-arrêt pour des résidents des foyers de Cormeilles-en-Parisis et Saint-Ouen-l'Aumone, allant ainsi à l'encontre des jugements des tribunaux d'instance qui avaient refusé la saisie-arrêt de ces foyers.

D'autres enfin, comme Duci à Stains, à la demande du gérant du foyer de Garges, ont refusé des autorisations de sortie à des résidents le jour où le foyer était convoqué au tribunal pour des procédures de saisies-arrêt.

DES GERANTS POLICIERS

A Chelles, deux résidents pour obtenir une attestation de résident, ont été obligés de faire constater par huissier qu'ils habitaient bien au foyer, le gérant refusant de faire cette attestation du fait de la grève. Et malgré cette intervention, le gérant continue à refuser de faire les attestations aux résidents pour le renouvellement de leurs papiers.

A Garges, Montreuil, Nanterre, Saint-Denis, les gérants continuent à fermer les chambres des résidents grévistes et à les donner à d'autres personnes. Pourtant la SONACOTRA, le 5 mai 76, s'était engagée à n'expulser personne d'un foyer sans procédure judiciaire !

Autant d'exemples qui montrent une fois de plus que les patrons et ceux qui les servent ne connaissent qu'une seule «légalité», une seule «fidélité à la parole donnée» : celle qui correspond à leurs intérêts de profiteurs !

POURQUOI CERTAINS SILENCES ?

Nous avons relaté dans notre numéro du 16 février, l'incendie survenu le 13 février dans une cité de transit construite par la SONACOTRA à Nanterre. Précisons que déjà le 14 juin 76, au cours d'une conférence de presse, un groupe d'architectes avait alerté l'opinion sur le manque de respect des réglements de sécurité dans les foyers SONACOTRA : un incendie pourrait, selon eux, avoir des conséquences très graves. Le 14 octobre, un incendie se déclarait au foyer de Villejuif : 2 morts, 10 blessés... Le 23 octobre 1976, au cours d'une conférence de presse à la Mutualité, les mêmes architectes disent que dans ce foyer, comme dans les autres, les consignes de sécurité n'ont pas été respectées. Mais personne n'en parle et il semble bien que l'enquête soit close !

Quant à l'incendie de Nanterre, personne ne dit,

(Suite p. 6)

COMMUNIQUE DE PRESSE DU SYNDICAT PAYSANS-TRAVAILLEURS

La Comission européenne de Bruxelles du 14 février 1977 parle d'une augmentation de 2,65 % du prix du lait au producteur au 1er avril 1977.

Oublierait-on les difficultés de nombreux agriculteurs suite à la sécheresse et à l'augmentation des charges dues à l'inflation ?

Les mesures de Bruxelles vont permettre, surtout aux entreprises qui ont le souci de vite capitaliser afin d'investir (installation ou matériel, équipement), de prélever un peu plus sur chaque litre de lait.

De la même manière, les paysans les plus riches, donc les mieux modernisés vont pouvoir continuer leur course en avant grâce à leur productivité, grâce aux différents primes et avantages qui vont leur être attribués, au détriment des autres producteurs.

Par contre, les moyens et surtout les petits producteurs qui consacrent beaucoup de temps pour produire un litre de lait (peu d'investissements, installations rudimentaires, production par vache faible en raison des conditions techniques) vont voir leurs conditions de travail et leur revenu se détériorer rapidement.

Nous constatons ces derniers temps qu'une offensive généralisée de la part des entreprises est dirigée contre les petits-paysans. Tout d'abord, ils sont victimes de toutes les mesures déjà mises en place : primes de qualité (des expériences de contre-analyse ont montré que plusieurs échantillons sur un même lait ne donnaient pas le même résultat), de quantité, à la matière azotée.

Les mesures qui entrent ou vont entrer en application : paiement des charges de fonctionnement par chaque producteur, portage des bidons en bordure des routes, pénalité pour le taux butyrique, taxe de responsabilité, vont encore aggraver leur situation.

En fait, ces mesures n'ont d'autres objectifs que de faire un prélèvement maximum sur les petits- paysans que l'on souhaite voir disparaitre.

Paysans-travailleurs invite les petits et moyens paysans à s'opposer à cette tentative d'élimination, à s'organiser et à prendre les moyens pour faire échec à cette tentative, à organiser le rapport de force qui permettra d'obtenir le paiement de leur travail.

Paris, le 16 février 1977

SESCOSEM

NON A TOUT LICENCIEMENT

Comme nous vous l'avons annoncé dans nos précédentes éditions, la classe ouvrière de la Sescosem, à Aix comme à St-Egrève (Grenoble) riposte énergiquement aux licenciements prévus : 147 à Aix et 349 à Grenoble.

Aix-en-Provence

PLUS DE 600 PERSONNES MANIFESTENT A LA PREFECTURE DE MARSEILLE

C'est avec une dizaine de cars que les travailleurs de la SESCO sont descendus à Marseille. A l'arrière des cars et sur les côtés, de nombreuses banderoles et notamment «Non aux 147 licenciements à Aix et 336 licenciements à St-Egrève».

Les manifestants ont remonté une partie de la Cannebière en scandant «Non aux licenciements», «Thomson peut payer», «Licenciements, chômage, y en a marre», «Dumas, Giroud nous ont trompé, Thomson peut payer», «Union, action, non aux licenciements», ainsi que «Marseillais avec nous». Sur le parcours des passants ont applaudi.

Une délégation des 4 syndicats a été reçue à la préfecture : pendant ce temps, les mots d'ordre ont été repris ainsi que des chansons telles que sur l'air de «Rosalie» : «Quand tu nous disais, Giroud, que tout allait, nous on savait, Giroud, que c'était de la blague...» ou bien encore «Licenciements, non, non. Du travail, oui, oui !» sur l'air de «Goûtons voir si le vin est bon !».

Près d'un millier de manisfestants à Aix.

Le préfet n'a fait que répéter les paroles du sous-préfet (vu lors de la manifestation du 9 à Aix). Et comme l'ont dit des ouvrières : «Il suffirait de brancher un magnétophone !»... Les travailleurs savent bien que délégations et motions ne suffisent pas à faire plier le trust. Non, aucune illusion à se faire sur la bonne volonté de ces messieurs qui ont si bien appris la leçon de Monsieur le professeur es chômage, Raymond Barre.

Le combat doit continuer : seule une action prolongée avec grève totale et occupation de l'usine peut faire reculer les patrons.

Thomson peut payer !

Union, action, non aux licenciements !

Grenoble

GREVE REUSSIE MALGRE LES MANŒUVRES REVISIONNISTES

Le 16 février, jour du CE qui devait annoncer les licenciements, un piquet «de dissuasion» a été organisé. Puis la manifestation décidée en assemblée générale a été très combative, surtout chez les ouvriers (voir HR No 628). Comme par hasard le maire de Fontaine, Messona (PCF) est venu «soutenir» les grévistes, chose que la CGT a monté en épingle. Mais comme l'a dit une ouvrière : «Messona, c'est du bidon, il dit qu'il va faire ci ou ça, mais quand on lui demande concrètement quelque chose, il ne fait rien !»

La CFDT qui est sur des justes positions de classe en ce qui concerne l'emploi a fait un gros travail de mobilisation et d'organisation. Les délégués CGT ont fait un gros travail de... démobilisation : soit ils ne parlaient pas des licenciements, soit ils en parlaient pour dire que ça ne servirait à rien de faire grève. Quant au délégué CGC, les ouvriers ont dû l'envoyer chercher, car il restait seul au CE à discuter avec le patron sur la restructuration, contrairement aux décisions de l'intersyndicale !

Sescosem (St Egrève) : manifestation contre les licenciements dans les rues de Grenoble le 16 février.

En AG l'après-midi, sur proposition des ouvriers, la CFDT a proposé une «journée usine morte» : pointer et ne pas travailler. Alors que toutes les mains étaient levées, la CGT a refusé. La CGT a refusé sans refuser : elle disait être d'accord, mais proposait de faire... 90 % du travail ! Il n'y a donc pas eu accord. Mais ce qui est positif, c'est que les révisionnistes et la CGC se sont démasqués aux yeux des travailleurs. La lutte continue !

la France des luttes

Mesnel (Carrières-sur-Seine)

GREVE ILLIMITEE

Depuis le 3 février, les travailleurs (300) de chez Mesnel (fabrique de joints pour le secteur automobile) ont décidé de faire la grève illimitée à la majorité pour obtenir 2 100 F pour tous, 40 heures de travail par semaine (au lieu de 43) sans diminution de salaire, la mensualisation et l'amélioration des conditions de travail (voir HR daté du samedi 19 février).

Après les nombreuses agressions et tentatives du patron pour briser la grève et le piquet de grève, vendredi dernier, ce sont les flics qui sont intervenus sauvagement.

Vendredi 18 février à 4 h 45 du matin, 200 CRS avec leurs chiens et leur engin anti-émeutes, faisaient évacuer le piquet de grève et forçaient les grévistes présents à signer des procès-verbaux.

Ils ont pénétré dans le car du piquet de grève prêté par la municipalité de Bezons, l'ont déplacé et en ont expulsé les grévistes, tout ceci alors que ce car était en stationnement normal. Voilà qui montre bien comme la police se moque de la légalité bourgeoise. Au service du droit de propriété des patrons, elle bafoue celui des travailleurs.

Faire intervenir ses flics n'a rien d'étonnant de la part de ce patron.

– Il a déjà tenté de franchir le piquet de grève avec ses camions et ses nervis l'autre matin vers 6 heures.

– Il a utilisé des hélicoptères pour pénétrer dans l'usine et y charger des pièces.

– Il a menacé les grévistes de ne pas entreprendre de négociations, s'ils ne reculaient pas.

– Il vient de proposer une réduction d'une heure de travail sans changement de salaire *mais en janvier 78 !*

– Il fait passer les grévistes du piquet devant le tribunal de Versailles pour «atteinte à la liberté du travail». (La décision du tribunal est favorable aux grévistes.)

VENDREDI 17 H 30

Après le départ des flics, les travailleurs ont formé un nouveau piquet de grève : ils empêchent les camions d'entrer dans l'usine. Les flics interviennent une deuxième fois matraquant travailleuses et travailleurs faisant 5 blessés.

Au bout de 23 jours de grève, il est nécessaire de renforcer le soutien :
UL-CFDT Maison du peuple
rue Parmentier
95870 BEZONS
CCP 34 86420 C La Source
«Pour Mesnel»

Rappelons que samedi dernier, les piquets de grève composés de 12 grévistes avaient mis en fuite le patron, sa milice privée et des camions qui tentaient de pénétrer dans l'usine. Cette juste résistance doit être soutenue dans la région et de partout. Une fois de plus, face à la violence policière contre la classe ouvrière, nous devons organiser la solidarité et populariser l'esprit de lutte des travailleurs de chez Mesnel ou ailleurs.

Une fois de plus la réalité montre que seule la préparation de la révolution prolétarienne et l'organisation des travailleurs les plus conscients dans leur parti marxiste-léniniste offrent une solution à la crise actuelle du capitalisme, conformément aux aspirations profondes des masses populaires écrasées par la bourgeoisie et son État.

Haute-Savoie

La lutte résolue contre le chômage et les licenciements a commencé

La Haute-Savoie, premier département de la région Rhône-Alpes pour l'expansion économique ces dernières années, connait une situation jusqu'alors inconnue : près de 10 000 chômeurs dont 4 000 à Annecy et sa banlieue.

Aujourd'hui la lutte est menée en première ligne par les travailleurs des papeteries Audessat-Rey d'Annecy-Cran. De grandes manœuvres de restructuration ont lieu dans la branche du papier-carton pour créer à partir des 6 ou 7 firmes existantes, deux grands groupes monopolistes.

Quand les capitalistes restructurent, c'est que leurs capitaux ne sont plus assez rentables. Restructurer c'est supprimer les doubles emplois, moderniser, licencier dans l'espoir de voir remonter le taux de profit.

Comme pour eux l'homme est le capital le moins précieux, ce sont les travailleurs qui font les frais.

Ainsi à Cran, l'usine a une technologie ancienne, une unité plus moderne a été construite. Donc les patrons vont licencier 113 personnes et moderniser... ou bien fermer la boîte.

Depuis deux mois que les licenciements sont annoncés, personne ne sait encore qui sera dans la charette. Comme ça tout le monde a peur et la division est possible.

Mais la volonté de lutte, impulsée par la section CFDT est remarquable. Les travailleurs sont prêts à aller jusqu'au bout. Le patron (Paturle, propriétaire du groupe a payé cash 40 millions l'été dernier pour récupérer son petit-fils enlevé dans la somptueuse villa des bords du lac d'Annecy) agite la menace d'une fermeture pure et simple de l'usine.

Mais ce n'est pas lui qui est le plus fort. La bourgeoisie peut-elle aujourd'hui fermer la plus ancienne boîte d'Annecy employant 380 salariés sans soulever toute la classe ouvrière dans une même lutte ?

NON, le chantage à la fermeture ne marchera pas.

Déjà les travailleurs ont organisé des manifestations d'information, ils ont bloqué les cadres dans l'usine, ils empêchent la départ de camions qui amènent les papiers dans une autre usine pour y être travaillés. Il sont résolus et animés de l'esprit de classe contre classe.

Le 16 février, près de 2 000 personnes ont manifesté contre le chômage dans les rues d'Annecy, concrétisant la mobilisation de la classe ouvrière savoyarde prête à soutenir les entreprises en lutte: Les partis de «gauche» sont restés très discrets (le PCF ne signant même pas le tract de soutien) pour ne pas effrayer l'électorat.

C'est un point de départ, un grand encouragement pour tous ceux qui luttent dans leurs boîtes contre les licenciements. Tout commence en Haute-Savoie et ce n'est pas fini.

Correspondant HR

En Haute-Savoie, de nombreuses entreprises ont fermé ou licencient .

GAMBIN (machines-outils, fraiseuses bien connues). 520 licenciés - fermeture.

SPEA, la plus importante imprimerie de la région . 166 licenciés -fermeture.

MORARD (bois aggloméré) . 160 licenciés.

BUCHILLON, pièces pour métiers à tisser, 240 licenciés.

RONSON, briquets .82 licenciés

CIT ALCATEL . du groupe CGE, 47 licenciés.

Dans le BATIMENT . 277 licenciés.

ASPRO (groupe anglo-australien) . 92 licenciés.

AUSSEDAT-REY (papier carton) . 113 licenciements, soit 1/3 du personnel.

Clermont-Ferrand

70 LICENCIEMENTS PREVUS A L'IMPRIMERIE MONT-LOUIS

LE REVISIONNISME NE PASSERA PAS

Le 14 octobre dernier, contre la menace de 200 licenciements et contre des pertes de salaire importantes, les travailleurs de l'imprimerie Mont-Louis occupaient les locaux de leur usine. Mais le 3 novembre au matin, les flics intervenaient pour les déloger. C'est alors que, sans que rien n'ait été obtenu, les responsables de la CGT appelaient les travailleurs à reprendre. Ils prêtaient ainsi main-forte, objectivement, au patron, aux flics, contre les travailleurs.

Une ouvrière de l'imprimerie Mont-Louis écrivait alors dans nos colonnes : *«La prochaine grève, il faut tout bloquer, il ne faut pas s'occuper de la légalité. Eux* (les chefs CGT), *ils voulaient tout faire dans la légalité.»* (Voir HR No 569).

Aujourd'hui, c'est 70 nouveaux licenciements qui sont annoncés, comme le signale notre correspondant.

La direction des imprimeries Mont-Louis vient d'annoncer officiellement ce que tout le monde prévoyait depuis quelque temps : 70 licenciements, surtout parmi les OS (dont deux tiers sont des femmes). Delas, le gérant de l'imprimerie, a déclaré : «Ces licenciements sont indispensables pour que survive l'entreprise actuellement en difficultés budgétaires.»

En somme, c'est toujours le même refrain : la classe patronale entend faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs. Des mouvements de grève d'une demi-heure ont été organisés. Ce n'est qu'un début !

LES VRAIES CAUSES

Les responsables de la CGT mettent en avant trois raisons à ces licenciements :

– «mise en place de nouvelles techniques de fabrication

– emploi de nombreux OS qui n'ont reçu aucune formation professionnelle à même de trouver un emploi dans l'imprimerie

– aucune demande de travail commandée par l'État, alors que les imprimeries Mont-Louis appartiennent à la SNRP».

En somme, aux yeux des responsables de la CGT :

C'est la faute :

– du progrès technique. Sans voir que si le progrès technique implique des licenciements, c'est parce que nous sommes dans un régime capitaliste qui a pour but le profit de quelques-uns et non la libération des travailleurs. On sait par exemple qu'en Chine ou en Albanie, les progrès techniques sont une source de mieux-être pour les travailleurs.

– aux OS qui n'ont pas de qualification (et ne peuvent pas en acquérir). On voit ici que les bonzes sont des défenseurs typiques de l'aristocratie ouvrière, des diviseurs.

– à Giscard. Mettez Mitterrand-Marchais à la place et il y aura des commandes pour Mont-Louis...

Au lieu d'indiquer les vraies causes et les vraies cibles (à savoir le capitalisme en crise et l'État bourgeois), les dirigeants de la CGT tentent de mystifier les travailleurs et de les détourner de la lutte contre leurs ennemis réels.

LE REVISIONNISME NE PASSERA PAS !

Lors de la dernière grève qu'ils ont trahie honteusement, les dirigeants de la CGT et du PCF ont été mis en difficulté : la reprise ordonnée bureaucratiquement et sans vote n'a pas passé. De plus il y a de l'exclusion de la CGT dans l'air.

Les travailleurs de Mont-Louis sauront donc répondre aux attaques patronales comme aux manœuvres révisionnistes. Ils auront le soutien des communistes marxistes-léninistes de Clermont.

Correspondant Clermont.

LES INTERNEMENTS ARBITRAIRES A TOURS

Nous avons rendu compte dans notre édition datée des 19-20 du procès d'Eric Burmann, interné pendant 11 jours, dans le service du Pr. Sizaret à Tours, en violation, y compris de la loi réactionnaire « de 1838».

Ce n'est pas un cas isolé comme le professeur Sizaret lui-même en a d'ailleurs fait l'aveu. Dans une lettre au journal «Le Monde» les 26-27/12/76, il déclare «les trois cas recueillis en six ans ne signifient rien au regard des milliers d'autres qui, dans le même temps, ont pu être hospitalisés dans les mêmes conditions et en ont apprécié l'intérêt». A l'en croire, il aurait essayé dans «un esprit libéraliste et réformateur, d'éviter aux malades et à leurs familles toute une série de formalités tracassières, de contrôles administratifs ou judiciaires».

UN ABUS DE POUVOIR ERIGE EN PRINCIPE

Le service du Pr.Sizaret ne compte que des pavillons fermés qui devraient théoriquement être réservés aux malades dangereux «pour eux-mêmes ou leur entourage». C'est dans ces pavillons que le Pr. Sizaret hospitalise cependant des gens qui viennent parfois d'eux-mêmes et pour des troubles mineurs. Hospitalisés en «placement libre», ils sont juridiquement libres de sortir quand bon leur semble comme toute personne hospitalisée dans n'importe quel hôpital. La seule formalité que l'administration puisse leur imposer en cas de départ contre avis médical est la signature d'une décharge.

Mais le Pr.Sizaret ne l'entend pas de cette oreille. Tout d'abord il n'informe pas les gens qu'il hospitalise ainsi de leurs droits, il filtre leur courrier, leurs visites. Ensuite une fois entrés, il ne les laisse ressortir que quand bon lui semble : un malade est guéri quand il correspond aux normes morales et sociales qui sont les siennes. Ce n'est qu'alors qu'il le laisse sortir en lui faisant signer au préalable un imprimé qui est équivalent à la reconnaissance d'avoir été hospitalisé sous le régime *de plein gré*.

SEQUESTRE DEPUIS DEUX ANS

M. Blériot a été interné à la demande de sa femme alors qu'il se trouvait en maison de retraite. Après avoir demandé avec patience durant plusieurs mois à sortir il s'est résolu devant les refus continuels à écrire à un avocat. Mais le Pr. Sizaret a intercepté la réponse de l'avocat et a demandé à Mme Blériot de faire une demande de «placement volontaire» (dans le jargon psychiatrique volontaire signifie obligatoire pour celui ... qui est volontaire). Celle-ci a accepté, désirant ne pas voir revenir son mari. Quand au certificat médical qui doit être fait d'après la loi par un médecin extérieur à l'établissement, c'est pourtant un médecin attaché de consultation à l'hôpital qui l'a fait.

M. Blériot a porté plainte, mais pour l'instant, continue d'être séquestré dans le service du Pr. Sizaret.

De telles pratiques semblent relativement habituelles à l'hôpital de Tours. Elles existent également ailleurs. Si la loi de 1838 qui régit les internements est certes réactionnaire, ces pratiques le sont encore plus. Un tel arbitraire ne saurait être toléré !

LES DEPENSES DE SANTE AUGMENTENT

LES POSSIBILITES DE SOINS DIMINUENT

Dans la campagne forcenée que mène la bourgeoisie contre les protections sociales acquises par les travailleurs, un argument revient de plus en plus fréquemment : «les Français se soignent trop» !

Il y aurait dans notre pays une surconsommation de produits pharmaceutiques et les travailleurs iraient trop chez le médecin. Le pourcentage du «revenu national» consacré à la santé augmenterait trop vite et tout logiquement il faudrait moins se soigner, faire «quelques sacrifices».

En fait, les sommes consacrées à la protection sociale augmentent de moins en moins. Pour les 3 branches, maladie-maternité, prestations familiales, assurance vieillesse, les dépenses étaient en augmentation de 24 % en 75, de 22 % en 76, et la loi des Finances prévoit 15, 7 % pour 77.

Les charges de Santé augmentent tout de même nous dira-t-on !

Mais ce sont les augmentations de certains secteurs qui provoquent la hausse. C'est surtout l'augmentation constante et très importante du prix de journée en hôpital qui se répercute sur le budget de la Santé et ce de façon très sensible. Le remboursement des frais d'hospitalisation (essentiellement Assistance publique) représente plus de 40 % des dépenses de la branche maladie et évolue vers les 50 %.

Rien d'étonnant puisque le prix de journée finance notamment, en plus des soins , la formation médicale, les constructions d'équipements, etc. C'est l'un des moyens dont se sert le pouvoir pour faire supporter à la Sécurité sociale des charges indues.

Par contre les dépenses des travailleurs pour se soigner diminuent plutôt. Car, avec le chômage, les hausses de prix, il est de plus en plus difficile de trouver suffisamment pour se soigner. De l'aveu même de la Direction générale de la CPCAMRP (*), le nombre et le volume des paiements-maladie est en régression sensible depuis quelques mois sur la région parisienne.

Avant même que la bourgeoisie ne déclenche ses attaques directes contre les avantages acquis par les travailleurs, la crise les contraint à moins se soigner alors qu'augmente considérablement le coût des soins.

(*) CPCAMRP : Caisse Primaire Centrale d'Assurance-maladie de la région parisienne.

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

La gendarmerie ennemie du peuple

«Le gendarme a besoin de considération. Il a une sensibilité particulière (sic), *et c'est le seul point sur lequel il a besoin d'être fortifié»*, c'est en ces termes que M. Cochard, directeur de la gendarmerie nationale, a décrit mardi au cours d'une conférence de presse la psychologie des gendarmes.

Plus sérieusement et sous couvert de lutte contre le banditisme, il a préconisé la multiplication des unités mobiles, des patrouilles de jour et de nuit afin de procurer une *«sensation sécurisante»* (mais oui !) aux citoyens. La gendarmerie se met donc au diapason du ministère de l'Intérieur pour renforcer le contrôle policier (déjà le fichier électronique de Rosny-sous-Bois sert ou peut servir à tout moment en cas de besoin, au flicage).

La gendarmerie n'est rien d'autre qu'une pièce de l'appareil d'État bourgeois, partie intégrante de l'armée de métier, qui devra être brisée par la révolution prolétarienne. Une illustration particulièrement frappante de ce fait est constituée par l'affaire de Bandol, où nos «gentils» gendarmes ont employé la torture. Toutefois, M. Cochard a précisé qu'il n'y aurait pas de sanction *«car il n'y a pas d'éléments établissant la réalité des faits»*. Il suffisait d'y penser ! Contrairement aux plumitifs des partis de l'Union de la gauche, du même type, sur les gendarmes des «travailleurs comme les autres», nous devons faire sentir à ces hommes de main du capital que le peuple ne les aime pas et que pour sa sécurité, il n'entretient aucune illusion sur eux.

Un lecteur.

Suite de la p. 4

ni la presse ni la radio ni la télévision, que c'est la SONACOTRA qui a construit cette cité.

Pourquoi ce silence ?...

Un de nos camarades est mort

Enfin, la chaine des pressions et des coups de mains réciproques que se rendent les agents du capitalisme ne va pas sans laisser peser de graves inquiétudes... Le 24 janvier, un résident de Massy s'est rendu à Paris pour toucher à la Sécurité sociale ses prestations. Il n'est pas revenu au foyer.

Le 26 janvier, le commissariat et le consulat étaient alertés. Il a été retrouvé le 4 février dans le canal de la Villette. On sait seulement qu'il n'a pas touché ses prestations et au moment où on l'a retrouvé, les papiers qu'il avait sur lui n'étaient pas mouillés !

Que s'est-il passé entre le 24 janvier (jour où il est parti) et le 9 février (jour où on le retrouve noyé)... Avec les résidents de Massy, avec sa famille, nous voulons savoir la vérité !

DATE A RETENIR

24 février : jugement au tribunal d'instance de St-Denis à 14 heures, pour les foyers de Pierrefitte et de St-Denis.

Du 2 au 28 février

ALBANIE

EXPOSITION

Albanie 76
La jeunesse albanaise

Centre culturel Gérard Philipe
BRÉTIGNY
Tous les samedis, à partir de 15 heures.
– Projection de diapositives
– Vente de livres, brochures, timbres.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois (22 N°)	32 F	70 F
3 mois (66 N°)	95 F	210 F
6 mois (132 N°)	190 F	420 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30 226-72 – La Source

culturel

LE FASCISTE SARDOU
LES BELGES N'EN VEULENT PAS
NOUS NON PLUS

A BAS LES CHANSONS FASCISTES, RACISTES, COLONIALISTES

Sardou, c'est d'abord l'image de marque sur les affiches, les yeux masqués par des lunettes noires, le visage fermé résolu. Ses chansons, des chansons démagogiques, un ton qui se veut du peuple.

En fait, le chanteur de la fameuse «majorité silencieuse», «Les bals populaires», «J'habite en France», «La maladie d'amour», «Le France», «je vais t'aimer» allie la démagogie, le chauvinisme au phallocratisme le plus réactionnaire.

Sardou ne fait pas dans la miévrerie, il ferait plutôt dans le genre chanson «musclée ou virile».

LE CHANTEUR OFFICIEL

C'est lui le chanteur choisi par la bourgeoisie pour brailler «La Marseillaise» retransmise dans toute la France par la radio et la télé le jour du 14 juillet. Rien d'étonnant à cela quand on voit que ses chansons correspondent souvent aux campagnes de propagande orchestrée par la bourgeoisie.

JE SUIS POUR

Ainsi, au moment du crime de Troyes, alors que Poniatowski lançait un appel au meurtre et à la vengeance, Sardou lui faisait écho avec «Je suis pour», véritable appel au lynchage : «Tu n'as plus besoin d'avocat... Tu périras, j'aurai ta tête en haut d'un mat».

La recette de Sardou enrobe un texte «dur» fasciste, dans une orchestration et une interprétation qui remue les tripes.

«LES RICAINS»

Au moment où les bombardiers américains déversaient du napalm sur les villages du Vietnam, au moment où les hôpitaux de Hanoï étaient pilonnés par des bombes à bille, Sardou, lui, trouvait le moyen de faire une chanson à la gloire des Yankees, «Les Ricains».

MAGAZINE

C'est aux journalistes de Minute que Sardou avait fait appel pour rédiger son torchon M. S. Magazine en janvier 76.

LE TEMPS DES COLONIES

En ce moment, la radio essaie de relancer la chanson colonialiste : «Le temps des colonies». Sardou avait dû renoncer à la mettre en vente et avait déjà fait détruire les 300 000 disques déjà sous pochette à cause des réactions des auditeurs. C'est dur la chanson engagée !

Un extrait de cette chanson : «J'avais plein de serviteurs noirs et quatre filles dans mon lit au temps béni des colonies... On pense encore à toi, Bwana (terme employé par les noirs pour dire Monsieur)....»

L'APOLOGIE DU VIOL

C'est dans «Les villes de solitude» que Sardou fait l'apologie du viol. Dans «Je vais t'aimer», ce nostalgique de l'esclavage et des colonies fait l'apologie de la domination de la femme.

Dans sa chanson, la femme est réduite à une chose entre les mains de l'homme, du mâle. Sardou braille : «Je vais t'aimer comme on ne t'a jamais aimée, plus loin que tes rêves ont imaginé.... à faire pâlir tous les marquis de Sade.... à faire trembler les murs de Jericho».

Non à Sardou et à ses chansons fascistes.

UN RECITAL MOUVEMENTÉ : vendredi soir, Sardou a été rejeté par l'ensemble du peuple belge. Ce monsieur a dû faire appel à la police pour vider de la salle tous ceux qui refusent ses chansons fascistes. C'est un véritable concert de «Sardou, fasco, le peuple aura ta peau» qui a accueilli le chanteur fasciste.

Un «rassemblement contre la venue de Michel Sardou» s'était constitué en Belgique pour l'empêcher de se produire sur la scène du Forest national, la plus grande salle de Belgique. Dans un communiqué, ce rassemblement reprochait aux chansons de Sardou d'être une «insulte à la classe ouvrière et au progrès social» en raison de leur contenu «raciste, colonialiste, chauvin, violent (apologie de la peine de mort) et sexiste». Le communiqué protestait également contre les prix élevés des places du récital qui constituent «une provocation scandaleuse de la part de ce pantin prétentieux».

C'est donc plusieurs centaines de personnes qui, vendredi soir, ont empêché le tour de chant de Sardou.

Sardou, ce n'est qu'un début !

Sardou en URSS et dans l'Humanité

Sardou a été accueilli à bras ouverts par les Russes. Au cours de son passage à l'Olympia en novembre 76, on pouvait trouver sa photo dans tous les journaux de «L'Aurore» à «L'Humanité», notamment celle du 27 octobre. Rien d'étonnant à cela quand on connait l'avidité des révisionnistes pour la publicité.

Rien d'étonnant non plus quand on connait sa chanson sur «Le France», chanson qui aurait pu être écrite par le PCF.

A la télévision du 22 février au 1er mars

mardi 22 février 20 h 30
LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN :
«DEVINE QUI VIENT DINER CE SOIR ?»

«Devine qui vient dîner ce soir ?» est une comédie américaine. Joey Drayton, une jeune fille blanche, bien élevée et sans préjugés, a fait la connaissance, à Hawaï, d'un médecin noir, John Prentice. Ils sont tombés amoureux l'un de l'autre et ont décidé de se marier. Joey et John reviennent à San Francisco où habitent leurs familles respectives. John doit repartir le soir même pour Genève. Joey est invitée par ses parents à dîner chez les siens, pour faire les présentations. C'est seulement lorsque John arrive chez eux que Mattet et Christina Drayton apprennent que leur futur gendre est noir. Comment vont-ils réagir ?

Le racisme est un poison distillé par la bourgeoisie et les révisionnistes pour diviser la classe ouvrière. Limiter le problème du racisme à l'un de ses effets est mystificateur. Dans le cas du film, il s'agit, en plus, de deux familles aisées. Le débat va tourner autour du problème «Si demain, votre fille...». Les intervenants répondront: «Je ne suis pas raciste, mais...»

En réduisant le racisme à un problème individuel et familial, on masquera facilement les véritables mécanismes du racisme. Par exemple, le fameux seuil de tolérance à partir duquel les travailleurs immigrés ne seraient plus «supportés par le restant de la population». Or ce seuil de tolérance correspond bizzarement aux besoins de l'économie en main-d'œuvre étrangère. Seuil de tolérance évoqué par les municipalités du PCF pour expulser les travailleurs immigrés. Parler des «mariages mixtes», c'est moins dangereux que de parler du racisme à l'embauche, du racisme dans le logement.

Poser cette question «Si demain, vôtre fille...?», c'est déjà faire des travailleurs immigrés des gens à part qui ne seraient là que pour poser des problèmes.

mercredi 23 février
TF1 21 h 50
INDICATIONS :
LA MÉDECINE ET LE CINÉMA

La base de départ de l'émission, c'est la représentation caricaturale qu'on fait depuis très longtemps des médecins et de la médecine – de Plaute à Molière, au «docteur Knock» de Jules Romains.

«C'est désagréable d'être malade, explique le professeur Jean Bernard, et on s'en échappe en se moquant des médecins et de la médecine.»

Voilà une explication un peu trop facile. Si les médecins sont tournés en dérision c'est parce qu'ils ont toujours été utilisés par les classes dominantes pour servir ses intérêts. A partir de séquences de films sera abordé le comportement des médecins : le rapport entre le «grand patron» et ses malades, du médecin et des hommes, de l'utilisation de la médecine à des fins commerciales.

On évoquera aussi le problème grave de l'hygiène dans les hôpitaux. La médecine qui rafistole au lieu de guérir, les causes des maladies dues à la société capitaliste et aux conditions de travail, la médecine du travail, les médecins Sécurex, tous ces problèmes ne seront sûrement pas abordés dans l'émission. De même qu'on ne parlera sûrement pas de l'accueil des malades dans les cliniques et les hôpitaux, ni des conditions de travail des médecins, infirmiers (ières) et du personnel de salle. Il faut cependant noter la présence du professeur Milliez, membre de l'Association médicale franco-palestinienne.

mercredi 20 h 30 FR 3
VEDETTES FÉMININES DU CINÉMA FRANÇAIS
NANA
FILM DE CHRISTIAN JACQUES

Les «vedettes féminines du cinéma français» incarnent bien peu souvent des travailleuses ou des femmes qui luttent. Les héroïnes représentées sont souvent des femmes infantilisées ou des courtisanes qui sont là pour se faire entretenir et pour distraire des hommes chargés de soucis.

C'est à partir du roman de Zola qu'a été réalisé le film «Nana». Il ne faut pas essayer d'y retrouver le roman de Zola. La «Nana» de Zola était une «fille du peuple», marquée irrésistiblement par son hérédité alcoolique (son père était Coupeau et sa mère Gervaise Macquart). L'adaptation a supprimé toute référence à «l'histoire naturelle et sociale des Rougon Macquart».

Dans le film, Nana est interprétée par Martine Carol. Nana est présentée comme une femme légère du boulevard qui affole les hommes et provoque leur ruine et leur déchéance.

Dans le film, la «victime» sera le comte de Muffat, un chambellan de Napoléon III qui doit accompagner un visiteur officiel, le prince de Sardaigne au théâtre de variété. C'est là qu'il fera la connaissance de Nana, qui se produit dans la troupe. Or, Nana est plus courtisane que comédienne. C'est là qu'apparait avec le plus d'évidence l'aspect mystificateur du film. On nous présent Muffat jusqu'alors «homme-de-mœurs-et-de-morale-sévère» qui s'éprend de Nana sans savoir qu'elle a déjà ruiné un banquier, Steiner.

Voilà ces pauvres hommes naïfs qui seraient les jouets de courtisanes perverses et diaboliques. Voilà maintenant les courtisanes qui sont la cause des ruines des banquiers ! Bientôt les crimes du capitalisme pourront être imputés à la légèreté des femmes. C'est le monde à l'envers ! Dans un système où les femmes du peuple ont le «choix» entre l'exploitation, le chômage ou le trottoir, la bourgeoisie trouve moyen de transformer les victimes du système qui en sont réduites à se vendre pour survivre, en créatures toute-puissantes.

C'est non seulement une conception réactionnaire de la femme, mais c'est aussi une vision de l'histoire qu'on veut faire passer dans ce film. C'est l'idée que l'histoire se ferait dans les alcôves, que le moteur de l'histoire serait l'amour.

De cette époque glorieuse qui a abouti à la Commune de Paris, il ne faudrait retenir que l'histoire de cette prostituée qui ruine les banquiers. C'est faire peu de cas des luttes de la classe ouvrière.

mardi 22 février 1977

l'Humanité Rouge

L'AFRIQUE COMBATTANTE

Pour toute l'Afrique aujourd'hui, l'heure de la libération totale du joug colonialiste et raciste va bientôt sonner. L'accès à l'indépendance des peuples d'Afrique australe encore opprimés par le «pouvoir pâle» est à l'ordre du jour, gagné par le fusil des patriotes azaniens, namibiens, zimbabwe, entourés de la solidarité fraternelle de tous les peuples africains.

Dans les pays déjà indépendants, la lutte anti-impérialiste se poursuit et s'approfondit sous des formes nouvelles ; la bataille pour la récupération des richesses nationales pillées par l'impérialisme et notamment les deux superpuissances américaine et soviétique, connait de nouveaux succès avec les organisations de pays exportateurs de matières premières (pétrole, cuivre, café, sucre).

D'autres luttes se livrent à grande échelle à travers le continent pour vaincre la faim, la maladie, la famine qui sont autant de coups sévères portés à l'impérialisme et l'hégémonisme.

Azanie : scènes de rue quotidiennes en Afrique du Sud.
L'arsenal répressif employé par le régime raciste de Vorster, qui vient d'arrêter encore ce week-end plus d'une centaine de patriotes africains accusés de «terrorisme et sabotage», ne pourra empêcher sa liquidation prochaine.

L'Afrique est au premier rang de la bataille pour la récupération des richesses naturelles au service du développement de ses peuples, pour le paiement des matières premières à un juste prix.
Ci-dessus une usine de cuivre au Zaire. L'Afrique fournit 40 % du cuivre mondial.

Tchad : une image d'un passé colonial odieux, aujourd'hui presque définitivement révolu en Afrique.

Au Zimbabwe, l'heure de la libération a sonné .

15 000 mercenaires cubains sont toujours installés en Angola, au service des intérêts du social-impérialisme russe. Ci-dessus une manifestation exigeant leur départ.

L'agriculture se développe à travers tout le continent pour vaincre la faim héritée de l'oppression coloniale. Des cultures nouvelles sont expérimentées là où elles n'existaient pas auparavant.
Ci-dessus des paysans maliens examinent le sucre raffiné produit avec l'aide désintéressée des techniciens chinois.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977